

**Archives parlementaires. Première série, tome CI,
du 19 au 30 brumaire an III (9 au 20 novembre
1794)**

Michel Biard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/9703>
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007
Pagination : 240-242
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Michel Biard, « Archives parlementaires. Première série, tome CI, du 19 au 30 brumaire an III (9 au 20 novembre 1794) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 348 | Avril-Juin 2007, mis en ligne le 23 juillet 2008, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/9703>

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Tous droits réservés

Archives parlementaires. Première série, tome CI, du 19 au 30 brumaire an III (9 au 20 novembre 1794)

Michel Biard

RÉFÉRENCE

Archives parlementaires. Première série, tome CI, du 19 au 30 brumaire an III (9 au 20 novembre 1794), volume réalisé par Marie-Claude Baron, Corinne Gomez-le Chevanton et Françoise Brunel, Paris, CNRS Éditions, 2005, 520 p., ISBN 2-271-05507-5, 50 €.

- 1 Sortie des presses à l'automne 2005, ce nouveau tome des *Archives parlementaires* vient enrichir la collection ouverte au XIX^e siècle, interrompue en 1913 et reprise depuis maintenant quelque quarante-cinq ans par l'Institut d'histoire de la Révolution française, avec le soutien, d'une part, du CNRS, d'autre part, du Parlement lui-même. Il s'agit là, on le sait, d'un outil fondamental pour les chercheurs, qui sont presque toujours amenés à consulter l'un ou l'autre de ces volumes (dans les bibliothèques et autres centres d'archives, mais aussi désormais sur le site Gallica de la Bibliothèque nationale de France où les tomes couvrant les années 1789-1793 sont presque tous accessibles et que chacun peut donc télécharger pour avoir chez soi en une quinzaine de CD les quelque quatre-vingts tomes concernés... environ 20 cm de rayonnage pour les CD se substituant à l'énorme espace nécessaire pour accueillir tous ces tomes !).
- 2 Le présent volume, préparé par Corinne Gomez-Le Chevanton (qui a succédé dans cette tâche à la regrettée Marie-Claude Baron emportée par la maladie en 2002) et Françoise Brunel, couvre une période à bien des égards décisive, notamment par les débats sur la mise en accusation de Carrier. Ces douze jours apportent, comme on s'y attendait, la traditionnelle moisson des adresses qui, dans la suite logique du coup de force de Thermidor, consacrent une bonne partie de leur contenu à la dénonciation contre Robespierre et ses amis, chargés de tous les maux et stigmatisés comme les « audacieux

conspireurs qui avaient tenté de s'approprier le pouvoir suprême ». Selon une tradition déjà établie de longue date, les textes des adresses se répètent souvent et empruntent une partie de leur vocabulaire aux représentants du peuple eux-mêmes, ainsi pour les nombreuses adresses qui reprennent souvent mot pour mot l'« Adresse aux Français » adoptée par la Convention nationale le 18 vendémiaire. L'appel à l'union de tous derrière la Convention est également omniprésent en ces temps où les factions et rivalités politiques sont supposées avoir soudain disparu comme par enchantement avec les « tyrans » mis à mort (« Plus de Montagne, plus de Plaine : mais la Convention si chérie des Français » ; « Plaine, Marais, Montagne, Muscadins, et toutes espèces de distinction nous sont inconnues, notre seul point de ralliement étant la Convention »). Pourtant, il suffit de lire les comptes rendus des débats à la Convention pour saisir les reclassements politiques qui s'opèrent alors. La « discussion très vive » du 20 brumaire peut ici être prise en exemple, notamment avec les interventions du montagnard du Roy, rentré de mission au début de fructidor an II et qui illustre bien, sinon l'incompréhension, à tout le moins la très grande inquiétude de certains devant le nouveau cours politique en marche : « Absent de la Convention pendant près de dix-huit mois, je n'ai pu partager ses travaux et les services qu'elle a rendus à la chose publique que par ceux que j'ai rendus moi-même dans les départements et près des armées [...] Je n'ai pas été témoin des différentes intrigues, des différentes factions, des différentes cabales qui se sont succédées tour à tour [...] Depuis mon retour à la Convention, j'ai sérieusement examiné la situation où elle se trouve. J'ai remarqué qu'elle avait remporté une grande victoire sur une faction qui compromettait la liberté publique, mais j'ai remarqué aussi que d'autres factions avaient survécu à celle-là [...] Je suis convaincu qu'il s'est opéré une réaction dangereuse ».

- 3 Ces douze jours de brumaire an III apportent aussi les textes de décrets importants alors débattus puis votés par les représentants du peuple, comme par exemple le décret du 19 sur la réquisition des grains, celui du 27 sur la formation des écoles primaires ou encore le long décret du 25 sur l'émigration et les émigrés. On y trouvera aussi bien sûr, en cet « automne de la Révolution », les débats qui agitent l'Assemblée à propos de l'attitude à adopter vis-à-vis de la Société des Jacobins (c'est dans la séance du 22 brumaire que la Convention décrète la suspension des séances de la société et la fermeture de sa salle), assortis d'adresses de félicitations à la Convention pour sa lutte contre « le colosse des Jacobins ». Mais, cela va de soi, c'est surtout le cas de Carrier qui est au cœur de ce volume CI, et avec lui, à terme, les premières vagues de dénonciations contre les représentants du peuple en mission ayant agi avant Thermidor. Dans la séance du 21 brumaire, les membres de l'Assemblée entendent le rapport de Romme, au nom de la « Commission des Vingt et Un » chargée d'examiner les dénonciations contre Carrier, en vertu du décret adopté le 8 brumaire (décret qui entraîne l'éventuelle création d'une commission comme celle-ci pour examiner le cas d'un représentant du peuple dénoncé, et dont les effets sont aujourd'hui parfaitement visibles pour quiconque consulte la sous-série D III des Archives nationales). C'est là une longue énumération de « faits » et « preuves » à charge contre Carrier, dont la lecture est « fréquemment interrompue par des frémissements d'horreur et d'indignation », souligne le *Moniteur*. Et c'est aussi un discours de plusieurs heures que le représentant du peuple dénoncé présente pour sa défense (pas moins de 12 pages ici), plaidoyer *pro domo* aussi intéressant pour l'historien que vain, dans la mesure où la Convention, par avance préparée à cette solution, décrète aussitôt l'arrestation provisoire de Carrier. Celui-ci a beau répondre avec panache (« mon arrestation provisoire est superflue ; les brigands n'ont jamais vu mes talons »), le jeu est d'ores et déjà joué par

avance dans la mesure où son cas en fait un bouc émissaire fort pratique pour un grand nombre de ses collègues. Il suffit de parcourir les procès-verbaux des séances suivantes pour constater que, au-delà du cas personnel de Carrier, c'est bel et bien une attaque en règle qui se déclenche en cette dernière décade de brumaire contre les hommes supposés membres de « la queue de Robespierre ». Pour ne citer que quelques exemples, le 24, Barère déclenche des « rires et murmures » en rapportant le fait que, dans le jardin national, il a crié « vive la République » et qu'on lui a répondu par « vive la Convention ». Le lendemain, Tallien obtient pour sa part de « vifs applaudissements » avec la tirade suivante : « Les bonnes citoyennes sont ces femmes respectables qui restent chez elles à soigner leur ménage, élever leurs enfants, et non pas [...] ces furies de guillotine qu'on voyait toujours dans les tribunes des Jacobins, ne sachant rien, ne connaissant rien, applaudissant à tort et à travers à tout ce qui était bon et mauvais, pourvu que cela sortit de la bouche qu'on leur avait désigné ». Et l'on pourrait encore continuer à accumuler les citations de ce genre...

- 4 Du 19 au 30 brumaire an III, c'est encore la « construction du 9 Thermidor » qui est en jeu et avec elle les destins de l'après-Thermidor, et à terme le sort même de la Révolution française. Comme les tomes qui le précédaient, mais peut-être plus encore qu'eux, le tome CI fait plonger le lecteur dans le récit de ce que les historiens appellent souvent la « Réaction thermidorienne » (même si l'expression est évidemment contestable à divers égards). Avec lui, c'est tout un jeu politique qui est donné à voir, mais un jeu politique où désormais la redistribution des cartes fait apparaître de plus en plus nettement les clivages entre les représentants du peuple et la manipulation de l'« opinion publique ». Est-il nécessaire d'y insister ?... on attend avec impatience le tome CII (en principe prévu pour 2008) et l'on se prend à rêver d'une « République des Lettres » idéale dans laquelle les moyens, en personnel et en argent, seraient décuplés pour ce genre de travail essentiel et permettraient aux chercheurs de ne pas devoir patienter plusieurs années entre la publication de chaque nouveau tome (les fastes années 1993-1995 ont ainsi vu les sorties successives de trois tomes, au rythme de un par an, les tomes XCVII-XCVIII-XCIX, mais *justement* avec davantage de personnel impliqué dans ce travail collectif de longue haleine). Hélas, un tel souhait semble aujourd'hui bien utopique, en raison des réductions généralisées en France des moyens mis au service de la recherche. À défaut de rêver, apportons donc une nouvelle fois toutes nos félicitations à Corinne Gomez-Le Chevanton et Françoise Brunel (ainsi qu'à Marie-Claude Baron, à qui ce tome est dédié) pour ce travail de bénédictin, sa table chronologique et son index, si utiles à la communauté des chercheurs.